

L'extrême droite plonge la Suède dans une grave crise

Suède Le Parlement a déjà rejeté deux chefs de gouvernement.

Slim Allagui
Correspondant en Europe du Nord

Plus de deux mois après les élections législatives du 9 septembre, la Suède est toujours à la recherche d'un gouvernement. Les parlementaires avaient refusé, le 25 septembre, le maintien au pouvoir du Premier ministre social-démocrate sortant Stefan Löfven. Son adversaire, le conservateur Ulf Kristersson, proposé par le président du Parlement Andreas Norlén après des semaines de négociations, a connu le même sort ce mercredi. Un fait historique dans les annales parlementaires, qui plonge le royaume scandinave dans une crise politique sans précédent.

Candidat à la tête d'un gouvernement minoritaire (conservateurs et chrétiens-démocrates), le leader des "Modérés" a été rejeté par 195 voix contre 154 sur les 349 mandats du Riksdag. Il a été jugé trop dépendant des Démocrates de Suède (SD, populiste), la troisième force du Parlement considérée comme infréquentable par la plupart des partis.

Même deux des quatre partis de l'Alliance (bloc bourgeois créé en 2004 et constitué de conservateurs, centristes, libéraux et chrétiens-démocrates) ont refusé de le cautionner. "Le problème est SD et la position de force qu'il aura face au gouvernement proposé par Kristersson", a expliqué Annie Lööf, cheffe du parti centriste peu avant le vote, rappelant que "l'Alliance s'est engagée durant la campagne électorale à former un gouvernement sans le soutien de SD". Mais "la moindre constellation gouvernementale proposée aujourd'hui sera dépendante des voix de SD, un parti qui est loin de la politique commune d'ouverture, d'inclusion et de tolérance de l'Alliance que nous défendons", a-t-

elle souligné.

La montée de l'extrême droite au scrutin de septembre a compliqué la situation politique, bloquant toute formation de gouvernement, selon les analystes, d'autant que SD exige une influence correspondant à son poids électoral. Une exigence à laquelle ne sont pas restés insensibles les conservateurs et chrétiens-démocrates, prêts à partager certains points de vue de ce parti anti-immigrés et eurosceptique.

Sondages favorables

"Regardez nos voisins au Danemark, en Norvège et en Finlande, qui ont des partis ressemblant au nôtre et qui ont de l'influence sur la politique de leurs pays", tonne le président de SD Jimmie Åkesson, encouragé par les derniers sondages. Selon une moyenne de plusieurs enquêtes d'opinion diffusée par TV4, SD augmente sa popularité de 2,1 points (à 19,7%) par rapport au score des élections, dépassant les conservateurs qui reculent de 1,1 point, tandis que les sociaux-démocrates demeurent le premier parti du pays avec une hausse de 0,6 point.

Au total, la crise semble être favorable au bloc rouge-vert (sociaux-démocrates, les Verts et parti de la Gauche) crédité de 41,3% contre 37,4% pour l'Alliance, alors que l'écart entre les deux camps était très serré à l'issue du scrutin (40,7% - 40,3%).

"De nouvelles élections - dernière issue - ne résoudre rien car aucun des deux blocs n'aurait la majorité", selon le commentateur Ulf Kristofferson. En attendant, le président du Parlement pourrait donner une chance dès jeudi au leader centriste Annie Lööf pour tenter de former un gouvernement au-delà des blocs, ou soumettre une nouvelle fois au vote la candidature du social-démocrate Löfven au poste de Premier ministre - l'hypothèse la plus plausible.

Selon les sondages, la crise semble favorable au bloc rouge-vert.